L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue du Chartres, No 72.

NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 2 AVRIL 1877. 50me Année.

DUFOUR & LEBEY, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

DIMANCHE MATIN, 2 AVRIL.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN LUNDI.

Par Thomas J. Speer, au coin des rues Dauphine et Bienville,—un fort lot de meubles.

Par Hunt Sharp, en No. 32 rue St-Louis, un lot de meubles et un perroquet.

Par E. Sauer & Co., au No 42 de la rue de Bienville—bottes, souliers, brodequins, et le fonds d'un magasin de chaussures.

Par Martin, Levy & Co., au No 32 de la rue des Magasins—marchandises sèches, linguerie, draps, castmire, tweed, etc.

SPECTACLES.

Dimanche, 2 Avril 1877.

ACADEMIE.—The Streets of New York.

ALCAZAR.—Chansonnettes, opérettes, etc.

La Politique.

Nous ne voulons pas médire de la politique. Comme toutes les choses humaines, elle a sa raison d'être, son bon et son mauvais côtés. Son rôle, dans les transformations successives par lesquelles des sociétés passent pour arriver à un développement de plus en plus parfait des nations, est très intimement lié à l'développement et aux progrès de la civilisation. Si l'on peut imaginer qu'un peuple sans politique réalise un idéal de tranquillité de bonheur, on ne peut concevoir une pareille condition comme un temps d'arrêt dans l'existence de ce peuple, car l'immobilité est contraire à l'essence même de la vie des peuples comme celle des individus, et, comme l'a démontré un auteur moderne, la lutte est un des éléments de l'existence. Mais la lutte épuise et il vient un moment où le repos est nécessaire.

Aux grands et féconds mouvements politiques auxquels les peuples doivent leur liberté, succèdent quelquefois de vaines et stériles agitations qui amènent la lassitude et le découragement et qui portent les populations à s'écrier "assez de politique." Il est des circonstances et des époques, en effet, où la politique cesse d'être le signe d'une activité salutaire, moi vée par des aspirations et des besoins légitimes, et où elle devient un véritable état maladif et n'est plus qu'une haute manœuvre d'ambitieux vulgaires et bas.

En voyant l'étrange résultat auquel a abouti la dernière campagne électorale aux Etats-Unis, on peut se demander si ce pays n'est pas arrivé à une de ces phases de transition où, faute de démêler sur des principes gouvernementaux pour diriger les luttes de parti, il ne consacre pas de faire trêve à la politique et de tourner l'activité des esprits vers un ordre d'idées différent.

Si, d'une part, le parti démocrate, en acceptant les amendements constitutionnels, était arrivé à effacer la plus grande partie des différences qui séparaient son programme de celui de ses adversaires, le parti républicain a de Pentre, surprimé ce qui restait de ces différences en s'emparant, pour faire triompher un son candidat, du principe cardinal de la souveraineté des Etats. Et voilà que fidèle au principe qui a rendu son avènement possible, l'heureux candidat républicain, devenu Président contre toute attente, se montre disposé à respecter l'indépendance des Etats du Sud, jusque-là soumis à une sorte de tutelle militaire de la part du gouvernement fédéral. Les démocrates n'avaient pas attendu cet exemple pour se déclarer prêts à effacer la démarcation de mur dans leurs Etats respectifs, et cette attitude du Président leur fournit une occasion toute naturelle de réaffirmer leurs dispositions à ce sujet.

On peut donc se demander ce qui distingue aujourd'hui, au démocrate d'un républicain, en ce qui touche aux principes gouvernementaux, à la reconnaissance des droits de citoyenneté et à la protection légale à accorder à ces droits.

Si les deux partis qui en 1876, combattaient l'un contre l'autre avec tant d'ardeur pour la conquête du pouvoir, gardent encore leur organisation distincte, on sent déjà que les liens qui maintenaient composée chacune de ces organisations, sont tellement affaiblis que la moindre circonstance peut provoquer la dissolution des anciens partis et amener des combinaisons nouvelles.

La seule partie de son programme à laquelle la démocratie du Nord soit restée fidèle, c'est celle qui a trait à la non participation du gouvernement fédéral aux améliorations intérieures. Nous ne nions pas qu'en cela les démocrates ne soient logiques avec leur doctrine sur l'indépendance des Etats. Mais il y a une injustice tellement flagrante après quinze années d'application de ce principe contraire en faveur des Etats du Nord par les Congrès républicains, à refuser aux Etats du Sud la légère compensation qu'ils demandent sous forme d'allocations pour les travaux du Mississippi (œuvre qui a d'ailleurs un véritable caractère national) et pour une ligne de Pacifique, que les démocrates du Sud doivent forcément se séparer sur cette question, de leurs anciens alliés.

Il s'agit là d'un intérêt matériel plutôt que d'un intérêt politique, et cet intérêt matériel n'est pas le seul sur lequel les partis sont appelés à se diviser. Sur la question des tarifs, sur celle de la reprise des paiements en espèces, de la contraction ou de l'expansion du papier monnaie les démocrates comme les républicains sont également partagés. Quant à la réforme du service civil, qui est une question d'amélioration dans l'administration des services publics, les deux partis y adhèrent et la réalisation de cette réforme ne dépend plus que du plus ou moins de sincérité ou du plus ou moins d'indépendance du Président et de ses ministres.

Si, lors la session du Congrès en session extraordinaire, la question purement politique de l'intervention militaire fédérale en Louisiane a cessé d'exister par le retrait des troupes; il est d'Italie d'apercevoir encore entre quelques politique sérieuse qui puisse faire l'objet des débats du Parlement. La dernière lutte d'un caractère politique se trouvera à l'occasion de l'élection de l'Orateur de la Chambre, mais elle sera peut-être le signe d'une désagrégation des partis, à moins que les démocrates du Nord ne consentent à céder la direction de leur organisation aux politiques du Sud qu'ils ont jusqu'ici tenus en tutelle.

Au Sénat, il y aura, au début de la session, quelques communications politiques à l'occasion de la position prise par le Président en Louisiane et dans la Caroline du Sud, et au sujet de l'admission des sénateurs de ces Etats.

Mais ces questions préliminaires réglées dans les deux Chambres, il faudra aborder les questions d'intérêt qui ont été trop négligées. Mais n'anticipons pas parler, nous l'espérons, de plaintes d'Etats opprimés, d'intervention militaire, d'outrages et le nègre cessera d'être le grand cheval de bataille des orateurs républicains.

Le pays ne sera pas fâché de pouvoir respirer et de voir écarter du futur contingent de la république l'éventualité d'une nouvelle guerre civile ou le cauchemar hypothétique d'un fait de race. Il entrevoira avec joie le pembarck de la haine sectionnelle et il aura un droit d'exiger que ses mandataires s'occupent sérieusement des affaires sérieuses du pays et qu'ils les traitent avec considérations, abstraction faite de toute haine sectionnelle et de toute démonstration de couleur.

La politique ne sera certes pas enterrée à jamais, car les ambitions naissent sein d'en retremper la foi, mais on découvrira sous la cendre d'un épuisement momentané, et les Ambitieux pourront songer à regagner, en donnant un nouvel essor à leur génie politique, le temps précieux que leur ont fait perdre la flânerie, les préjugés et les haines systématiques dont ils sont victimes à des époques choisies dans le but de servir les passions de parti. Puisse-t-il en être un long régime d'oubli pour la folie de la fièvre politique qui nous dévore aujourd'hui!

ADRESSE DES CITOYENS DE LA NOUVELLE-ORLEANS AU PRESIDENT DES ETATS-UNIS.

Nous avons donné dans notre numéro du 31 mars le texte de l'adresse qui était adressée en Pensylvanie aux Etats-Unis et qui a été signée dans une journée et dans quelques autres endroits où elle a été complétée et envoyée ici depuis.

Notre ville n'a pas voulu rester en arrière dans cette manifestation de sympathie pour le Président. Le Maire, dans un appel publié dans le Journal du Matin, l'invitait à se réunir hier soir au Théâtre Saint-Charles pour exprimer leur sympathie et leur confiance au Président.

L'ECHO DU PEUPLE.—Nous avons reçu un exemplaire d'une publication en français et en vers que vient de publier sous le titre qui précède, le Dr. Charles Pilsary, poète justement distingué et patriote ardent, qui charme les loisirs que lui laisse l'exercice de sa profession médicale à la Baie St. Louis, en attendant le moment où il ne trouvera pas rebelle.

On trouvera la comédie du Dr. Pilsary en vente au prix de 25 cents dans toutes les librairies françaises de la Nouvelle-Orléans.

Le public français a bien accueilli les vaudevilles de "la mère Bontemps," "mon oncle et "l'accident sans gravité" qu'il a applaudis au théâtre Comique. Il ne manquera pas d'encourager de même la nouvelle production de son compatriote.

Le public trouvera aussi avec les signatures de E. Odom, G. H. Bovee, S. F. Blakmon et Z. B. Cohen, une pétition adressée aux marchands de whisky et autres chargés de payer une certaine licence de $100 au Collecteur G. H. Bovee.

Egalement, portant les signatures de S. F. Blakmon et de Z. B. Cohen, est un appel aux marchands de donner boutique, à moins qu'ils ne paient la dite licence de $100.

Le troisième, ne portant plus que la signature de Z. B. Cohen, est un ordre d'arrêt à comparaître dans dix jours à la Maison de Cour, devant le Cour, pour donner la Cour les raisons en vertu desquelles ils refusent de payer la dite licence de $100 et pourquoi ils ne devraient pas être condamnés à payer une amende de $500 et de plus sont de nouveaux les plus indignes.

Le Maire, nous devons le dire, sans parler, et maintient d'assurer un grand concours de monde, car il est connu que les personnes qui sont invitées à Théâtre Saint-Charles ne manquent jamais à répondre à l'appel qui leur est fait.

Voici comment le Maire s'exprime dans sa proclamation:

"Nous voyons donc que la chose est d'une grande gravité.

"Et nous devons dire que monsieur les marchands de St. Jacques semblent peu disposés à payer la somme et le Collecteur, n'ont pas reçu les trois quarts de leurs licences. Cohen et Cohen avec tout le respect voulu.

"Il n'est pas juste, et ils continuent à vendre sans payer, souvent, à des personnes qui ne sont pas autorisées à vendre.

"Il est de notre devoir, d'après la date de la situation, finissent le 5 courant.

"Il est donc grandement temps que les marchands de St. Jacques et de St. Jacques n'aient pas fait bien payer leurs licences.

"Il ne faut pas, à les voir, que les fonctions de la justice soient employées sur ce que Favrot, Cohen, et Favrot Cohen, ne veulent pas payer leurs licences.

"Ils n'ont les cens cents!

"Ils ne sont connus les services de Favrot Poubel, et ils prévoient que nous ne pouvons pas rire à la probable joute entre Favrot Cohen et Favrot Poubel.

Mais Cohen n'a pas peur.

On dit même que son troisième discours, intitulé de Cicéron, *Pro Milone*, sera un chef d'œuvre de force de clarté et d'éloquence, et que la salle Municipale de St. Jacques pourra pendre.

Cohen de Hillsboro, nouvelle marchandises, chez Dumaine.

Un grand assortiment de nouveaux articles pour robes, comprenant tous les derniers genres, sera ouvert demain dimanche, 2 avril, chez M. L. Byrne & Co., rue du Canal 163.

Grande Foire au profit de l'Eglise St-Joseph, Tchoupitoulas.

Une souscription faite dans cette ville pour aider au profit de Victor Hugo, le célèbre romancier, dans la vente et exposition qui aura lieu cet hiver à Paris, a produit $1,000 qui viennent d'être envoyés à Paris. Cette somme sera augmentée par un autre envoi, dimanche ou lundi prochain.

Nous apprenons avec plaisir que le nombre de nos paisibles et laborieux concitoyens qui ont été victimes de la fièvre jaune l'année dernière, est moins considérable qu'on ne le croyait généralement. Il y a eu, en effet, 4,046 décès officiellement constatés par les registres de l'état civil, et 1,000 environ qui ont été omis dans les rapports. Ces derniers appartiennent à des familles qui ont été obligées de fuir la ville pendant l'épidémie et qui ne sont revenues que plus tard. Ces 1,000 personnes ont été enterrées dans des terrains privés.

Nouveaux parasols chez à Silvestre & Son, ne manquez pas d'aller les voir.

Louisiane.

Nous lisons dans le *Louisianais*:

—M. G. E. Bovee, collecteur de Pratt, M. H. Cohen, percepteur des patentes, M. F. S. Blakmon, qui est juge, et M. Z. B. Cohen, qui est avocat, ont été arrêtés par ordre de la Cour de District, pour avoir refusé aux marchands de la paroisse toute patente.

Le juge Pratt, devant les signatures de M. Cohen, G. H. Bovee, S. F. Blakmon et Z. B. Cohen, ont mis un ordre aux marchands de whisky et autre chargés de payer une certaine licence de $100 au Collecteur G. H. Bovee.

Egalement, portant les signatures de S. F. Blakmon et de Z. B. Cohen, est un appel aux marchands de donner boutique, à moins qu'ils ne paient la dite licence de $100.

Le troisième, ne portant plus que la signature de Z. B. Cohen, est un ordre d'arrêt à comparaître dans dix jours à la Maison de Cour, devant la Cour, pour donner la Cour les raisons en vertu desquelles ils refusent de payer la dite licence de $100 et pourquoi ils ne devraient pas être condamnés à payer une amende de $500 et de plus sont de nouveaux les plus indignes.

Le Maire, nous devons le dire, sans parler, et maintient d'assurer un grand concours de monde, car il est connu que les personnes qui sont invitées à Théâtre Saint-Charles ne manquent jamais à répondre à l'appel qui leur est fait.

Voici comment le Maire s'exprime dans sa proclamation:

"Nous voyons donc que la chose est d'une grande gravité.

"Et nous devons dire que monsieur les marchands de St. Jacques semblent peu disposés à payer la somme et le Collecteur, n'ont pas reçu les trois quarts de leurs licences. Cohen et Cohen avec tout le respect voulu.

"Il n'est pas juste, et ils continuent à vendre sans payer, souvent, à des personnes qui ne sont pas autorisées à vendre.

"Il est de notre devoir, d'après la date de la situation, finissent le 5 courant.

"Il est donc grandement temps que les marchands de St. Jacques et de St. Jacques n'aient pas fait bien payer leurs licences.

"Il ne faut pas, à les voir, que les fonctions de la justice soient employées sur ce que Favrot, Cohen, et Favrot Cohen, ne veulent pas payer leurs licences.

"Ils n'ont les cens cents!

"Ils ne sont connus les services de Favrot Poubel, et ils prévoient que nous ne pouvons pas rire à la probable joute entre Favrot Cohen et Favrot Poubel.

Mais Cohen n'a pas peur.

On dit même que son troisième discours, intitulé de Cicéron, *Pro Milone*, sera un chef d'œuvre de force de clarté et d'éloquence, et que la salle Municipale de St. Jacques pourra pendre.

Cohen de Hillsboro, nouvelle marchandises, chez Dumaine.

Un grand assortiment de nouveaux articles pour robes, comprenant tous les derniers genres, sera ouvert demain dimanche, 2 avril, chez M. L. Byrne & Co., rue du Canal 163.

Grande Foire au profit de l'Eglise St-Joseph, Tchoupitoulas.

Une souscription faite dans cette ville pour aider au profit de Victor Hugo, le célèbre romancier, dans la vente et exposition qui aura lieu cet hiver à Paris, a produit $1,000 qui viennent d'être envoyés à Paris. Cette somme sera augmentée par un autre envoi, dimanche ou lundi prochain.

Nouveaux parasols chez à Silvestre & Son, ne manquez pas d'aller les voir.